

# **Cours - « De la société industrielle à la société de communication : les transformations économiques, sociales et culturelles du Monde depuis 1945 » [CA v2.1]**

- Progr. TL/TES : « Ce thème invite à une présentation synthétique des grandes transformations du second 20<sup>ème</sup> siècle (cadre économique, mutations sociales, civilisation matérielle, évolution des sciences et des techniques, révolution informatique). Il inclut le fonctionnement du marché mondial des biens culturels et la question de la mondialisation de la culture »

## **Sommaire**

1. De la société industrielle des « Trente Glorieuses » (1945-1973).....	2
1.1. Une croissance économique exceptionnelle : les « Trente Glorieuses » (1945-1973).....	2
1.1.1. Une croissance soutenue jusque dans les années 1970.....	2
1.1.2. Les raisons d'une telle croissance.....	3
1.2. Les transformations économiques et sociales.....	4
1.2.1. Déclin de l'agriculture, progrès de l'industrie et des services.....	4
1.2.2. Le « modèle » de la Seconde Révolution industrielle.....	5
1.2.3. La consommation de masse.....	6
2. ... à la société de l'information et de la communication moderne.....	6
2.1. Le ralentissement de la croissance : la « Crise » économique mondiale depuis 1973-1974.....	6
2.1.1. Les origines et le déclenchement de la « Crise ».....	7
2.1.1.1. Les dérèglements antérieurs aux chocs pétroliers .....	7
2.1.1.2. Le premier choc pétrolier (1973).....	8
2.1.1.3. Le second choc pétrolier (1979).....	8
2.1.2. Les politiques de lutte contre la « crise » et leurs effets.....	9
2.1.2.1. Malgré des difficultés, ce sont les pays riches qui résistent le mieux .....	9
2.1.2.2. Les politiques de lutte contre le ralentissement économique et le triomphe mondial du néolibéralisme.....	9
2.1.2.3. Par contre, les pays pauvres voient, souvent, leur situation empirer .....	12
2.2. Les fondements de la société de l'information et de la communication : les grandes transformations scientifiques et techniques depuis 1945.....	13
2.2.1. La révolution scientifique du second 20 <sup>ème</sup> s.....	13
2.2.2. Les grands domaines du progrès scientifique et technique .....	13
2.3. La société de l'information et de la communication.....	14
2.3.1. La « Troisième Révolution industrielle » et le déclin du Taylorisme .....	15
2.3.2. Le changement des mentalités post-1965.....	16
2.3.3. La révolution financière.....	16

2.3.4. La (deuxième) mondialisation.....	17
2.4. Le fonctionnement du marché mondial des biens culturels et la question de la « mondialisation de la culture ».....	19
2.4.1. Le marché mondial des biens culturels.....	19
2.4.2. La mondialisation de la culture ?.....	20

## Table des illustrations

Illustration 1: Dette totale (Etats+entreprises+ménages) américaine / Produit National Brut jusqu'en mars 2008.....	12
---	----

De 1945 à 1973, la croissance économique a été soutenue et durable. L'économiste français [Jean Fourastié](#) a appelé, en 1979, ces années les « [Trente Glorieuses](#) »<sup>1</sup>, se référant en cela principalement aux pays industrialisés occidentaux. Les « Trente Glorieuses » constituent des années de fantastiques progrès technologiques, de profondes transformations sociales et de changements dans les modes de vie. Mais le [premier choc pétrolier](#) (fin 1973-début 1974) plonge le monde dans une « crise » d'un type nouveau. Depuis cette époque, les pays riches sont entrés dans la société de l'information.

## 1. De la société industrielle des « Trente Glorieuses » (1945-1973)...

### 1.1. Une croissance économique exceptionnelle : les « Trente Glorieuses » (1945-1973)

#### 1.1.1. Une croissance soutenue jusque dans les années 1970

- Entre 1945 et 1973, les pays riches du monde occidental ont connu une **croissance sans précédent**. La richesse mondiale est multipliée par trois alors que dans les 50 années qui ont précédé cette période, la richesse mondiale n'a été multipliée que par deux. En termes réel, le produit brut mondial<sup>2</sup> est, en effet, passé de l'indice 100 en 1950 à l'indice 170 en 1960, et 270 en 1970. Dans le cas de la France, l'indice de la production industrielle (base 100 en 1938) est à 99 en 1947. Il monte à 204 en 1957, 338 en 1967 et 452 en 1973, à prix constant. En 26 ans, la production a donc été multipliée par 4,5, soit une croissance annuelle moyenne record de 5,9 %.
- Durant cette période, les crises cycliques faisant alterner récession-reprise (*stop and go*) semblent disparaître, sauf peut-être aux Etats-Unis. La production ne semble plus connaître de reculs, seulement des

1 Cette expression fait écho aux Trois Glorieuses, journées révolutionnaires des 27, 28 et 29 juillet 1830 qui avaient vu la chute de Charles X et l'instauration de la Monarchie de juillet de Louis-Philippe I<sup>er</sup>. Jean Fourastié a écrit : « ne doit-on pas dire glorieuses les trente années qui ont fait passer la France de la vie végétative traditionnelle aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ? ».

2 Identique au PNB.

ralentissements. Pour certains pays qui se sont relevés d'une manière spectaculaire, on a même parlé de véritable « **miracle économique** » : République Fédérale d'Allemagne ([Wirtschaftswunder](#) ; un symbole la [VW Coccinelle, fotogr.](#)), Japon, Italie.

- La croissance mondiale a cependant été très déséquilibrée. Elle a surtout été le fait d'un petit nombre de pays : Etats-Unis, Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), Japon, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie qui à eux seuls ont assuré plus de 70 % du produit mondial brut.
- Cette croissance repose d'autre part sur un petit nombre de domaines. La **Seconde Révolution industrielle** démarre dans les années 1870 avec l'invention de l'électricité, du téléphone et du moteur à explosion (cf. Progr. de 1<sup>ère</sup>). Les secteurs moteurs sont : la sidérurgie (= acier), l'automobile, l'électricité, la chimie. S'y ajoutent après 1945 : l'électroménager, l'aéronautique, l'espace, l'électronique... Le puissant essor des industries automobile et pétrochimique fait donc du pétrole, bon marché à l'époque, une source d'énergie et une matière première indispensable. Il y a progrès des techniques de forage, de transport ([oléoduc](#)) et de stockage (dans des sites géologiques souterrains). Les hydrocarbures<sup>3</sup> vont prendre une importance primordiale, allant jusqu'à représenter les 3/4 des bilans énergétiques de certains pays industrialisés vers 1973, au détriment du charbon<sup>4</sup>.

### 1.1.2. Les raisons d'une telle croissance

La croissance résulte en fait de la conjonction de plusieurs facteurs :

- **La croissance démographique** : le renouveau démographique après guerre (**Baby-Boom**, fort rebond du [taux de natalité](#) - pour la France, de 1942 à 1964 ; [graph. naissances aux Etats-Unis depuis 1934](#)) a stimulé la demande de nourriture, de vêtements, de logements, de loisirs... Mais, il est à noter, que le Japon a justement connu la plus forte croissance économique alors que, dès 1948, il mettait en place une politique de [limitation des naissances](#).
- **La croissance du niveau de vie** : la croissance du pouvoir d'achat soutient le marché intérieur, en même temps que se développe le crédit à la consommation. Grâce à « **l'Etat providence** » (*Welfare State*) et à la faiblesse du chômage, la redistribution des revenus est en effet assez égalitaire et les **inégalités sociales diminuent** généralement de 1945 à la fin des années 1960 ou années 1970 (cela dépend des données statistiques et des pays). Les salaires ont été mensualisés, des salaires minima garantis ont été instaurés et les chômeurs eux-mêmes bénéficient d'allocations, ainsi que les familles nombreuses.
- **Le rôle du Marché** : après 1945, on assiste à un rapide développement du commerce mondial, par abaissement des barrières douanières

<sup>3</sup> Pétrole et gaz naturel.

<sup>4</sup> La « crise », qui a éclaté dans les années 1970, a favorisé le renouveau du charbon (notamment aux Etats-Unis) et l'essor du nucléaire (particulièrement en France). Elle a également suscité les recherches sur les énergies renouvelables (solaire, géothermie, [biomasse](#)...).

(négociations du [General Agreement on Tariffs and Trade](#) (GATT), « l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce » entré en vigueur en 1948, et la formation de zones de libre-échange comme la [Communauté économique européenne](#) (CEE) par le [Traité de Rome](#) du 25 mars 1957 ou d'autres organisations régionales telles que l'[Association of Southeast Asian Nations](#) (ASEAN) « Association des nations du Sud-Est asiatique » née en 1967.

- **Le rôle clé de l'Etat** : dans la plupart des pays, Etats-Unis compris, l'Etat contrôle la fiscalité, le budget, la masse monétaire, le crédit... **La doctrine économique dominante de 1945 jusqu'au milieu des années 1970 est le [Keynésianisme](#)** (d'après les théories du grand économiste anglais [John Maynard Keynes](#)<sup>5</sup>) : théorie libérale mais qui prête une grande importance à la stimulation de la consommation et à un Etat **interventionniste**.



[Extrait concernant Keynes](#) de la série [Commanding Heights - The Battle](#).

[For The World Economy](#) de PBS, 2003.

- Dans ce cadre, l'Etat a souvent nationalisé des secteurs-clés comme l'énergie, les transports ou les banques (par ex. en France). Il oriente en partie les investissements et stimule l'économie par ses commandes, notamment militaires (Etats-Unis). En 1970, la demande publique aux Etats-Unis représente 88 % de l'activité aéronautique et 64 % des industries électroniques.

## 1.2. Les transformations économiques et sociales

### 1.2.1. Déclin de l'agriculture, progrès de l'industrie et des services

- L'agriculture connaît d'importants progrès (mécanisation, motorisation, utilisation de produits chimiques et sélection végétale et animale) mais un recul relatif. Elle a connu aussi un développement du secteur de l'agroalimentaire, particulièrement aux Etats-Unis ([agribusiness](#)). Partout, le nombre de paysans a nettement reculé dans la population active. Paradoxalement, la pratique de l'agriculture moderne s'effectue avec de moins en moins d'effectifs.
- Pendant longtemps, la production industrielle a progressé à un rythme accéléré (5 % en moyenne par an). Alors que certaines industries anciennes commençaient à décliner (textiles, charbonnages, constructions navales...), d'autres industries comme celles des biens de consommation ont fortement progressé (agroalimentaire, électroménager, automobile). Le développement industriel a été particulièrement spectaculaire dans le domaine des industries dites de pointe (nucléaire, électronique, aéronautique ; ex. : l'avion de transport

5 [Couverture](#) du *Times* du 31 décembre 1965.

supersonique franco-britannique [Concorde](#) en service de 1976 à 2003 ; [publicité Sud-Aviation et British Aircraft Corporation, 1967](#)).

- L'effondrement du [secteur primaire](#) s'est fait davantage au profit du secteur tertiaire que du secteur secondaire. Les activités tertiaires, dès les années 1970, fournissent plus de 55 % des emplois dans les pays industrialisés, 70 % aux Etats-Unis. L'essor des sociétés de services a en effet multiplié le nombres de « [cols blancs](#) ».

### 1.2.2. Le « modèle » de la Seconde Révolution industrielle

- Progressivement, l'économie va se structurer autour de grandes firmes industrielles, appliquant l'Organisation Scientifique du Travail (OST) ou [Taylorisme](#). Le mode d'organisation du travail est le travail à la chaîne (innovation de [Henry Ford](#) en 1913), rendant productifs les ouvriers non qualifiés provenant de l'exode rural ou de l'immigration. Cette révolution industrielle s'accompagne d'une élévation progressive du niveau de vie des ouvriers, conséquence du [Fordisme](#).
- Dans l'usine telle qu'on a pu la connaître à son âge d'or, dans les années 1950, on peut dire que tous les étages de la société étaient représentés. On y trouvait des ingénieurs, des ouvriers, des patrons et chacun fonctionnait de manière solidaire. Les ingénieurs réfléchissaient à la manière de rendre productifs les individus qui l'étaient le moins, les ouvriers sans qualification — les OS (Ouvriers Spécialisés) — et le travail à la chaîne marquaient l'unité du haut et du bas de la société. Le célèbre économiste américain [John Kenneth Galbraith](#) († 2006)<sup>6</sup> décrivant le *Nouvel Etat Industriel* en 1967, révèle la formation dans les pays occidentaux de toute une « technostructure » de *managers* et de spécialistes de la gestion : les [technocrates](#). En effet, la taille des entreprises, la diversité croissante de leurs activités, sont telles que leur direction appartient désormais moins aux détenteurs de capitaux qu'aux technocrates qui en assurent le fonctionnement. Les dirigeants d'entreprise partagent avec leurs salariés la condition salariale ; les dirigeants d'entreprise gagnent juste davantage que leurs employés. [John Pierpont Morgan](#), le grand banquier américain disait qu'il ne traiterai jamais avec une entreprise dont le dirigeant gagne plus que vingt fois le salaire de ses ouvriers.
- Le renforcement des structures capitalistes : dans l'industrie, les progrès de la technologie, l'énormité des investissements nécessaires, poussent à la concentration des entreprises. La formation des conglomérats au Japon ([zaibatsus](#) puis *zaïkaïs*) date du début du 20<sup>ème</sup> s., alors que pour les Etats-Unis et l'Europe, leur formation est surtout postérieure à 1945. En conséquence, un tout petit nombre d'entreprises géantes réalise une part croissante de la production mondiale. Ce phénomène s'accompagne d'une internationalisation de leurs activités à travers des filiales implantées dans le monde entier transformant ces entreprises en Firmes Multinationales.

---

6 Son ouvrage *The Liberal Hour*, 1960 est [disponible en ligne](#).

### 1.2.3. La consommation de masse

- A l'image de l'[American Way of Life](#), les comportements de grande consommation se sont peu à peu généralisés dans les sociétés occidentales industrialisées à partir des années 1950. Cela exigea un élargissement continu des débouchés, et poussa les entreprises à solliciter de plus en plus les consommateurs par la publicité, et la création de nouveaux moyens de distribution (grandes surfaces, galeries marchandes, zones piétonnes, ventes par correspondance). Enfin, et surtout, le crédit à la consommation s'est considérablement développé.
- Dans le même temps, les consommations elles-mêmes ont évolué : les achats alimentaires qui, en 1950, représentaient encore 50 % des dépenses de consommation des ménages, ne représentent plus que moins de 20-30 %, alors que la nourriture est devenue plus diversifiée. En revanche, l'essor a été considérable dans les achats de voitures, de logements, de meubles, d'appareils électroménagers. Les consommations liées aux loisirs ont connu une forte progression (sport, jeux, éducation, voyages, vacances... ; [photogr.](#) de la 1<sup>ère</sup> poupée [Barbie](#) de 1959).
- Mais il est à noter que consommation de masse ne signifie pas forcément progrès social. Le cadre de vie a d'ailleurs été souvent négligé, d'où des problèmes de pollution, de nuisances diverses, de grands ensembles urbains inhumains.

## 2. ... à la société de l'information et de la communication moderne

### 2.1. Le ralentissement de la croissance : la « Crise » économique mondiale depuis 1973-1974

- **Note importante** : il importe de mettre des guillemets à crise car au sens strict, **il n'y a pas de crise économique depuis 1974 dans les pays riches** puisque passée une brève [récession](#) (1974), **la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a repris** (dans le cas français, il y a eu une autre brève récession en 1993). C'est donc un abus de langage (hélas bien enraciné) d'évoquer une « crise » ou une [dépression économique](#) depuis 1973-1974. Il s'agit en fait d'un **ralentissement durable de la croissance** économique dans les pays développés. Il faut même préciser que, dans une perspective de long terme, les taux de croissances enregistrés après 1974 ne sont pas faibles comparés à la période d'avant 1945. Ce sont les « Trente Glorieuses » dont les taux sont, historiquement, exceptionnels ! Par ailleurs, un point de taux de croissance en 2007 a une **valeur absolue bien supérieure**<sup>7</sup> à un point de taux de croissance 1947 (par exemple), ce qui relativise encore plus la notion de « crise »...

---

7 C'est-à-dire correspond à une production de richesse très supérieure.



## 2.1.1. Les origines et le déclenchement de la « Crise »

### 2.1.1.1. Les dérèglements antérieurs aux chocs pétroliers

- **L'effondrement du Système Monétaire International (SMI) en août 1971** : il se produit à la suite de l'aggravation du déficit de la balance des opérations courantes<sup>8</sup> des Etats-Unis, accentué, la même année, par un premier déficit de la balance commerciale (exportations moins les importations) depuis le début du 20<sup>ème</sup> s. Le stock d'or des Etats-Unis est tombé à \$10 milliards. Les Etats-Unis ne sont alors plus en mesure d'assurer la convertibilité en or des quantités beaucoup plus considérables de dollars répandues de par le monde. C'est alors la **fin du système de Bretton Woods (1944)** : le président américain Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar le 15 août 1971 et instaure une surtaxe de 10 % sur les importations, dans l'espoir de rétablir l'équilibre commercial. Espoir déçu, ce qui entraîne une première dévaluation du dollar en décembre 1971, tandis que le Yen et le Deutsche Mark sont réévalués. Le dollar continuant à s'affaiblir, une deuxième dévaluation survient en février 1973, accompagné d'un abandon de tout rapport fixe entre lui et les autres monnaies. On entre ainsi dans le système dit des changes flottants<sup>9</sup>. Ce flottement monétaire, accompagné de fluctuations considérables et anarchiques du dollar, introduit dans l'économie mondiale un **élément d'incertitude défavorable aux investissements** et aux échanges internationaux sur lesquels repose en grande partie la croissance économique. Devant les graves inconvénients commerciaux résultant de l'abandon des parités fixes, les pays de la Communauté économique européenne (CEE) ont mis au point en 1979 le « Système Monétaire Européen » (SME) qui évite de trop fortes fluctuations entre leurs monnaies.
- **L'accentuation des tendances inflationnistes** : on a la volonté avant tout d'assurer le plein-emploi, quitte à stimuler l'économie par l'inflation, en laissant les prix augmenter et les monnaies s'affaiblir. L'inflation dépasse 10 % dans la plupart des pays industrialisés à partir de 1972. A cette époque là, la croissance mondiale est encore assez forte, les prix des matières premières grimpent, ainsi que ceux des produits agricoles du fait d'une sécheresse prolongée dans le Sahel et des achats massifs de blé de la part de l'URSS. Très vite, l'inflation se généralise et s'accélère.
- **La contestation de la consommation de masse** : la jeunesse occidentale, en grande partie, conteste la société de consommation et la nécessité de la croissance sans limite. En 1972, parait le premier rapport (Halte à la croissance ?) du « Club de Rome » qui annonce l'épuisement des ressources naturelles pour le 21<sup>ème</sup> s., et la nécessité d'aller vers une croissance « zéro » .

8 C'est l'ensemble des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services, ainsi que des revenus et transferts courants.

9 Le taux de change d'une monnaie varie librement sur le marché des changes en fonction de l'offre et de la demande pour cette monnaie.

### 2.1.1.2. Le premier choc pétrolier (1973)

Il est causé par la 4<sup>ème</sup> guerre israélo-arabe, dite [guerre de Yom Kippour](#). Les 16 et 17 octobre 1973, pendant la guerre, les pays arabes membres de l'[Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole](#) (OPEP), alors réunis au Koweït, annoncent un embargo sur les livraisons de pétrole contre les États « qui soutiennent Israël ». Leurs revendications portent sur :

- une forte augmentation du prix du [pétrole brut](#) et plus précisément la partie de ce prix revenant aux États producteurs,
- le contrôle absolu des niveaux de la production afin de maintenir un prix élevé du brut et la participation croissante, de la part de ces pays, aux opérations de production entraînant la disparition progressive du brut revenant aux sociétés concessionnaires au profit du brut qui revient à l'« État hôte ».

L'Arabie Saoudite réalise alors 21 % des exportations mondiales de brut. Le roi Fayçal, pourtant ami des Américains, déplore leur soutien inconditionnel à Israël qui met en danger les régimes arabes modérés, entre autre celui d'[Anouar el-Sadate](#) en Egypte. Lors de la guerre du Kippour, [Richard Nixon](#), président des Etats-Unis, approvisionne en armement l'Etat hébreu réduit à la défensive, face à l'attaque égypto-syrienne ravitaillée par les Soviétiques. En réponse, les pays du [Golfe persique](#) augmentent unilatéralement, sans l'accord des compagnies pétrolières, de 70 % le prix affiché du baril de brut. Le 17 octobre 1973, les représentants des pays arabes pétroliers, réunis à Koweït, mais pas l'Iran, décident une réduction mensuelle de 5 % de la production pétrolière jusqu'à évacuation des territoires occupés et reconnaissance des droits des Palestiniens. Le 20 octobre, Fayçal décide un embargo total sur les livraisons destinées aux Etats-Unis, puis aux Pays-Bas. Entre le mois d'octobre 1973 et le mois de janvier 1974, le prix du [baril](#) du brut de référence, est quadruplé, passant de \$2,32 (dollar américain) à \$9 [[graph.](#)]. Dans ce prix, l'« État producteur » prélève, en 1973, \$2,09/baril et \$8,7/baril en janvier 1974 soit plus de 4 fois plus.

Les pays consommateurs réagissent d'une manière désordonnée. L'[Agence internationale de l'énergie](#) (AIE), créée à cette occasion, n'est pas en mesure d'établir un certain ordre et ce sont les grandes compagnies elles-mêmes qui sont chargées de répartir le rationnement. Les Etats-Unis tentent de constituer un cartel international de consommateurs mais échouent en raison de l'opposition de la France. Après le VI<sup>ème</sup> sommet arabe d'Alger (26-28 novembre 1973), les Etats-Unis doivent infléchir leur politique jugée trop favorable à Israël, tout comme l'Europe occidentale et le Japon. Le 18 mars 1974, [Sadate](#) obtient la levée de l'embargo.

### 2.1.1.3. Le second choc pétrolier (1979)

Le 8 septembre 1978 ont lieu à Téhéran, capitale de l'Iran, des émeutes qui sont violemment réprimées. C'est le début de la période active de la révolution islamique iranienne, qui s'achève par la fuite du [Shah](#) (l'empereur héréditaire d'Iran) le 16 janvier 1979, et c'est donc aussi le début du [second choc pétrolier](#). Le 22 septembre 1980 commence la guerre Iran-Irak. Le prix du baril de pétrole atteint \$39 [[graph.](#)] soit, en tenant compte de l'inflation, l'équivalent de \$93 de septembre 2005. Une psychose s'empare des pays consommateurs du monde entier et chacun tente de reconstituer ses stocks. Certains



gouvernements contingentent les consommations et d'autres, comme les États-Unis, allouent des subventions aux importations tandis que les *traders* profitent de la situation pour jouer la hausse sur les marchés, ceci malgré l'augmentation de la production saoudienne et la reprise partielle des exportations de brut iranien. Devant cette cherté, les pays consommateurs cherchent tout d'abord des économies d'énergie et ensuite d'autres sources d'énergie, ce qui entraîne un ralentissement très marqué de la consommation de « l'or noir ». Ce ralentissement de la consommation de la part des pays industrialisés à partir de 1980 devait fatalement entraîner un retournement de la conjoncture pétrolière, qui est devenue nette à partir du printemps 1981, avec des niveaux de prix assez faibles dans les années 1980.

## 2.1.2. Les politiques de lutte contre la « crise » et leurs effets

### 2.1.2.1. Malgré des difficultés, ce sont les pays riches qui résistent le mieux

- **La stagnation économique dans l'inflation : la « stagflation »** : l'inflation entraîne l'augmentation des taux d'intérêt de la part des gouvernements, d'où l'augmentation du coût des investissements pour les entreprises. Dans le même temps, la main d'œuvre bien organisée en syndicats lutte pour préserver son pouvoir d'achat, alors que le patronat est amené à renforcer la productivité par la mécanisation au détriment de l'emploi entraînant ainsi un chômage accru. La boucle est ainsi bouclée. C'est la grande originalité de cette période **années 1970 - début des années 1980**, dans laquelle cohabitent l'inflation et le ralentissement (plutôt que la stagnation) économique.
- **Le progrès du pouvoir d'achat** : il n'a pas subi de recul et sa croissance s'est poursuivie constamment. Les chômeurs eux-mêmes, grâce aux allocations perçues, restent dans les circuits de la consommation.
- Ces capacités de résistance s'expliquent par : la richesse acquise ; le contrôle des circuits financiers internationaux (qui leur permet le **recyclage des pétrodollars**<sup>10</sup> de l'OPEP), ; l'avance scientifique et technologique ; le rôle des multinationales, toutes originaires des pays riches.

### 2.1.2.2. Les politiques de lutte contre le ralentissement économique et le triomphe mondial du néolibéralisme

- Les politiques de lutte contre la « crise » se montrent initialement hésitantes. Le Keynésianisme inspire des politiques de lutte contre le chômage par la relance de la demande. Cette politique a été suivie, par exemple, en France entre 1981 et 1983 par la gauche au pouvoir mais sans succès. La relance de la consommation par la baisse des impôts (quitte à avoir un déficit budgétaire) a été aussi utilisée (sans s'avouer le lien avec Keynes) par des néo-libéraux (par ex. les présidents américains

<sup>10</sup> Suite à la flambée des prix du pétrole, les bénéfices des pays producteurs de pétrole explosent. L'afflux massifs de capitaux qui en résulte ne peut être absorbé par les économies, peu avancées, des pays producteurs de pétrole. Ces derniers opèrent alors des placements sur les marchés des capitaux internationaux.

- Ronald Reagan ou George W. Bush Junior !).
- La tendance dominante a, cependant, rapidement, été celle du **néolibéralisme**. C'est une version modernisée de l'école classique du libéralisme économique (fondée par Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations...*, 1776 = *De la Richesse des Nations...* ; éd. originale 1776). Son principal théoricien a été l'économiste monétariste américain **Milton Friedman** († 2006)<sup>11</sup>, prix Nobel d'économie<sup>12</sup> en 1976 : « Une société qui place l'égalité - au sens de l'égalité de revenu - au-dessus de la Liberté, aboutira à l'absence d'égalité et de Liberté. [...] une société qui place la Liberté au sommet [...], aboutira à une Liberté et une égalité plus grande »<sup>13</sup>. (Friedman, Milton et Rose, *Free To Choose. A Personal Statement*, 1980).



Extrait d'une interview de 1979, où Milton Friedman défend l'avidité (Greed) comme moteur du capitalisme.



Célèbre série TV *Free to Choose*<sup>14</sup> (1980) par Milton Friedman, Episode 1: Power of the Market (57 min., 320 MO) ; Transcription : la scène du crayon est particulièrement remarquable. Le film date sur certains points : Hong Kong fut une colonie britannique de 1842 à la rétrocession à la Chine, en 1997. Hong Kong est aujourd'hui hautement développée (ainsi que Taiwan ou la Corée du Sud, cf. le Cours sur l'Asie). A noter dans l'épisode 2 de la série (*The Tyranny of Control*), la présence de Donald H. Rumsfeld, futur secrétaire à la Défense républicain de 2001 à 2006.

- La **priorité à la lutte contre** l'inflation, inspirée par la brillante école économique de Chicago<sup>15</sup>, caractérise donc le néolibéralisme : cette politique a été suivie en France entre 1976 et 1981 par Raymond Barre, alors Premier Ministre et plus encore par Margaret Thatcher dès 1979 au Royaume-Uni et par Ronald Reagan aux Etats-Unis à partir de 1981.
- Ce néolibéralisme s'accompagne parallèlement, au moins dans les pays anglo-saxons, du triomphe de la « Révolution conservatrice »<sup>16</sup>.

11 Voir le site du nouvel Institut Milton Friedman de l'Université de Chicago.


12 C'est en réalité le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel.

13 Traduct. de CA d'après : « A society that puts equality - in the sense of equality of outcome - ahead of freedom will end up with neither equality or freedom. The use of force to achieve equality will destroy freedom. On the other hand, a society that puts freedom first will, as a happy by-product, end up with both greater freedom and greater equality. Freedom means diversity but also mobility. It preserves the opportunity for today's less well off to become tomorrow's rich, and in the process, enables almost everyone, from top to bottom, to enjoy a richer and fuller life ».

14 Pour les transcriptions, voir : <[http://www.freetochoose.net/tv\\_1980\\_transcripts.html](http://www.freetochoose.net/tv_1980_transcripts.html)>.

15 Un extrait vidéo [4 min.] de la série Commanding Heights - The Battle For The World Economy (PBS, 2003) sur cette école et son influence.

16 Lors des alternances, les dirigeants démocrates (Bill Clinton) ou travaillistes (Tony Blair) ne reviendront pas sur les réformes réalisées et poursuivront les politiques économiques néolibérales.

 [Margaret Thatcher et son oeuvre](#) (43 min., 30 MO), par [Philippe Chassaigne](#)  
[Texte intégral de la communication](#) ; [Débat](#)

- Depuis le début des années 1980, le [Fonds Monétaire International](#) (FMI), la [Banque Mondiale](#) (BM) et l'[Organisation de coopération et de développements économiques](#) (OCDE) œuvrent à la diffusion mondiale du néolibéralisme. Au plan commercial, les négociations de l'[Uruguay round](#) de 1986 à 1994 visent à étendre la libre concurrence au commerce des produits agricoles et des activités de services. En 1995, l'[Organisation mondiale du commerce](#) (OMC) se substitue au GATT pour veiller au libre-échange.
- Le néolibéralisme s'étend aussi au marché financier. Comme les autres secteurs économiques, les marchés boursiers subissent des [déréglementations](#)<sup>17</sup> qui attirent des masses de capitaux de plus en plus importantes et stimulent la spéculation. D'où des [krachs](#) ([liste complète](#)), qui touchent particulièrement, dans les années 1990, les « pays émergents » : crise *Heisei* à partir de 1989 au Japon<sup>18</sup> ; « [lundi noir](#) » du [13 octobre 1987](#) (- 22 % à New-York en un jour !) ; Crise mexicaine de 1994 ; [crise asiatique de 1997](#) ; crise du rouble russe en août 1998 ; [Bulle Internet éclatant en 2000](#) ; crise turque de 2000 ; [crise économique argentine](#) de 2001-2002 ; crise brésilienne de 2002, etc.
- A la suite de la grave [crise financière internationale de l'automne 2008](#) (liée à la [crise américaine des subprimes](#) - crédits immobiliers à risque - débutée en 2007 ; une [petite BD amusante mais exacte et pédagogique sur les subprimes](#) ; [rapport officiel français de septembre 2008 sur le sujet](#)), de nombreux acteurs, publics mais aussi privés, dénoncent le « laissez-faire » et la « dérégulation » et réclament un « retour de l'Etat », qui intervient massivement en soutenant les banques (ex. : « [Plan Paulson](#) » du 20 septembre 2008). Il est cependant à noter que les véritables libéraux réfutent ces assertions, pointent du doigt l'envol des dettes et [dénoncent le rôle de l'Etat dans les origines de la crise](#) :

<sup>17</sup> Consiste en la suppression de barrières réglementaires.

<sup>18</sup> L'indice [Nikkei](#) de la bourse de Tokyo se trouvait à près de 40 000 points à la fin 1989 et à 15 000 en 1992, suite à l'explosion de la bulle financière.

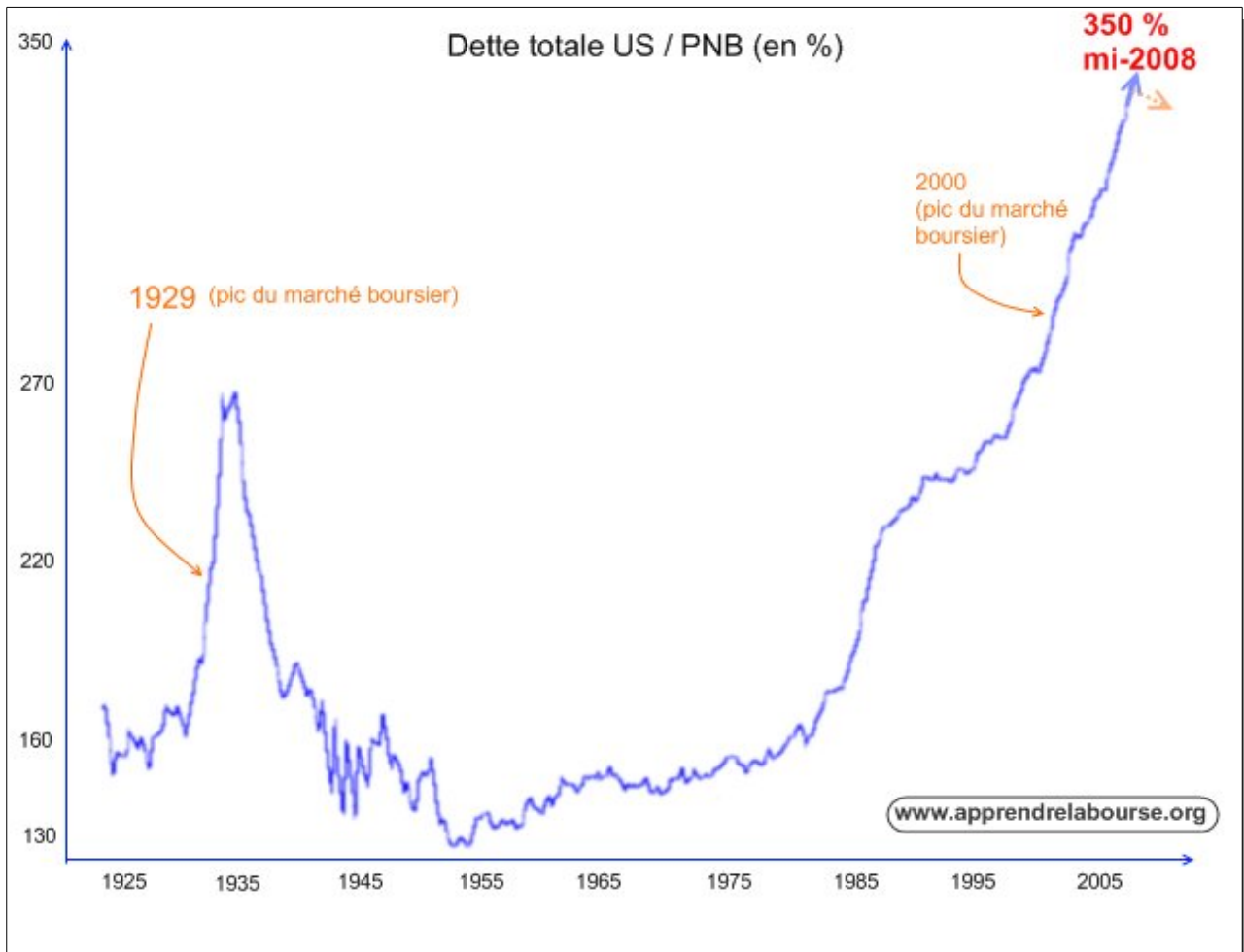


Illustration 1: Dette totale (Etats+entreprises+ménages) américaine / Produit National Brut jusqu'en mars 2008

(Source : <<http://eco.rue89.com/explicateur/2008/10/09/lendettement-peut-il-financer-leconomie-americaine>>)

### 2.1.2.3. Par contre, les pays pauvres voient, souvent, leur situation empirer

Seuls les nouveaux pays industrialisés d'Asie ont connu une expansion soutenue depuis 1973 (depuis 1979 pour la République populaire de Chine et le début des années 1990 pour l'Union indienne) car, généralement, la plupart des pays pauvres n'a pas les moyens d'amortir les effets des crises. Si les revenus pétroliers en ont enrichi quelques uns (pays du Golfe Persique essentiellement), les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont appauvri la majorité d'entre eux. La « crise » a fortement entravé l'industrialisation de pays déjà endettés au-delà de leurs capacités de remboursement. Même parmi les exportateurs de pétrole, beaucoup restent des pays pauvres (Nigéria, Indonésie...), ou à revenus très faibles, souvent d'ailleurs liés à une démographie galopante (Algérie, Iran, Venezuela...). Certains ont massivement recouru à l'emprunt pour se développer et sont aujourd'hui lourdement endettés (Brésil, Mexique, Argentine...). En Afrique noire, dans les pays du Sahel, le revenu par habitant déjà très bas n'a cessé de baisser durant les 20 dernières années. Il faut dire que la forte pression démographique contribue aux difficultés de développement.

## 2.2. Les fondements de la société de l'information et de la communication : les grandes transformations scientifiques et techniques depuis 1945

### 2.2.1. La révolution scientifique du second 20<sup>ème</sup> s.

Après la seconde guerre mondiale se confirme une Révolution de la pensée scientifique par remise en cause des certitudes intellectuelles et de la logique linéaire cartésienne (Issue de la pensée du philosophe français [René Descartes, 1595-1650](#)) qui relie simplement les causes aux effets. Les chercheurs élaborent des théories probabilistes. La recherche scientifique est devenue indissociable de ses applications techniques. Tous les grands Etats consacrent d'ailleurs entre 2 et 3 % de leur revenu national à la recherche et au développement. Ils ont souvent créé des organismes publics, même aux Etats-Unis : par ex., la [National Aeronautics and Space Administration](#) (NASA) « Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace » née en 1958. Initialement axés sur les armements, puis sur l'espace, les programmes de recherche se sont tournés dans les années 1980 vers les énergies nouvelles, la [biotechnologie](#), la microélectronique... L'Homme de science n'est plus tellement le « savant » comme autrefois, mais un chercheur faisant partie d'une équipe travaillant pour telle ou telle découverte (cf. [Prix Nobel](#) attribués à des équipes).

### 2.2.2. Les grands domaines du progrès scientifique et technique

- **Le domaine du nucléaire** : suite à la découverte d'[Albert Einstein](#) qui prouve que la masse peut être convertie en énergie, des savants allemands réalisent la fission de l'atome en 1938. [Robert Oppenheimer](#) met alors au point la première [bombe A](#) en 1945 aux Etats-Unis (*Trinity*). Peu après, on découvre que la fission de l'atome d'hydrogène libère, à masse égale, 8 fois plus d'énergie, ce qui est à l'origine de l'élaboration de la [bombe H](#) (Etats-Unis, [Ivy Mike](#), 1952 ; URSS, 1953). Rapidement, la puissance des bombes, de plus en plus miniaturisées, passe de l'échelle de la kilotonne (soit l'équivalent de 1 000 tonnes d'explosif classique [TNT](#)) à celle de la mégatonne. Mais les découvertes dans le domaine de l'atome entraînent rapidement des applications civiles. La première [centrale nucléaire occidentale](#) est mise en service au Royaume-Uni en 1956. Après le [premier choc pétrolier](#), les programmes de construction de centrales nucléaires ont été accélérés, et la part de l'électricité d'origine nucléaire augmente jusqu'aux années 1990, malgré l'[opposition parfois farouche des populations et des organisations écologiques](#).
- **Le domaine de l'espace** : après le lancement de [Sputnik 1](#) (octobre 1957), commence une course effrénée entre les Etats-Unis et l'URSS. [Youri Gagarine](#) est le premier homme dans l'espace en avril 1961. [Neil Armstrong](#) est le premier homme sur la Lune le **21 juillet 1969**, déclarant alors : « C'est un petit pas pour un homme, mais un bond de géant pour l'humanité. » (« *That's one small step for a man, one giant leap for mankind* ») :



[Ils ont marché sur la Lune](#) le 20 juillet 1969 (41 sec., 3 MO)

Après 1970, l'effort porte sur la mise au point de stations orbitales : la station soviétique [Saliout](#) est périodiquement ravitaillée par les vaisseaux [Soyouz](#) ; tandis que les Etats-Unis font voler à partir de 1981 des [navettes spatiales](#) réutilisables ([Columbia](#), Discovery, Atlantis...). Avec [Ariane](#), les Européens s'engagent dès 1979 dans l'aventure spatiale. Celle-ci implique la mise en œuvre de nouvelles techniques, lesquelles à leur tour ont des retombées sur d'autres domaines : chimie des combustibles, métallurgie de haute précision, systèmes de téléguidage, médecine, diététique, apesanteur, miniaturisation, météorologie, climatologie... L'espace, c'est aussi, depuis 1962, le lancement de nombreux satellites de télécommunications.

- **Le domaine de l'électronique et de l'informatique** : déjà avant la seconde guerre mondiale, la projection électronique permet la mise au point de la [télévision électronique](#) (1934). Dès la seconde guerre mondiale apparaît l'[ordinateur](#), exécutant un programme enregistré dans sa mémoire. En **1947**, le [transistor](#) permet de remplacer les lampes-radio. La miniaturisation des [circuits intégrés](#) (**1958**) aboutit au [microprocesseur](#) (**1970/1971**). La progression est très rapide : en 1971, le microprocesseur [Intel 4004](#), a 2 300 transistors ; en 2006, l'[Intel Core 2](#), a 291 millions de transistors. La miniaturisation aboutit au [micro-ordinateur](#) (1971) dont un des premiers modèles commerciaux est l'[Apple II](#) (1977) ; le premier *Personnal Computer* ([PC](#)) d'[IBM](#) apparaît en 1981, les [interfaces graphiques](#) se généralisent commercialement avec le [Macintosh](#) d'Apple en 1984 (le [bureau](#)). Dès 1969, apparaît le réseau informatique [Arpanet](#), ancêtre de l'Internet. Autre invention majeure, le [laser](#) en 1960.
- **Dans le domaine des biotechnologies** : à partir des années 1960, on assiste à un très fort développement des sciences de la vie, avec de nombreuses applications industrielles. Dans les années 1980 s'est développé le [génie génétique](#).

## 2.3. La société de l'information et de la communication

 [Réflexions sur la société post-industrielle](#) par [Daniel Cohen](#) ([Texte](#) intégral ; [Débat](#))<sup>19</sup>

C'est la société industrielle d'avant 1973 que nous avons quittée. L'économiste Daniel Cohen distingue **cinq ruptures**, les deux dernières étant primordiales :

- l'introduction de nouvelles technologies (l'invention du micro-processeur, la commercialisation des ordinateurs, Internet...)
- l'essoufflement de la production interne associée au travail à la chaîne ;
- La remise en cause des valeurs traditionnelles par les générations après le milieu des années 1960 (Mai 1968 en France) ;

<sup>19</sup>Elles ont largement inspiré ce cours.



- la révolution financière des années 1980 ;
- la deuxième mondialisation

### 2.3.1. La « Troisième Révolution industrielle » et le déclin du Taylorisme

- Elle démarre dans les années 1970 avec l'invention de l'Internet (Arpanet, 1969), du microprocesseur (Intel, 1970/1) et la commercialisation de l'ordinateur de bureau (Apple II, 1977 ; IBM PC, 1981). Ces inventions vont progressivement se diffuser à l'ensemble de l'économie provoquant un bouleversement complet. A partir du milieu des années 1990, la productivité des services aux Etats-Unis augmente fortement (plus rapidement que l'industrie !) grâce aux investissements massifs en informatique.
- Les ouvriers disparaissent des usines dans les pays riches consécutivement à la robotisation des chaînes de montage. Aujourd'hui, les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, ne comptent plus que 10 % d'ouvriers, alors qu'il y en avait 30 % il y a quelques décennies. Nous vivons l'ère de l'automatisation<sup>20</sup>. L'électronique a conçu des servomécanismes et aujourd'hui, des robots palpent électroniquement les pièces afin d'y adapter les opérations à effectuer.
- Les entreprises se spécialisent alors que les employés deviennent polyvalents. La troisième révolution industrielle est aussi une révolution de l'information et de l'intermédiation, avec un essor considérable des télécommunications et de l'industrie financière. Dans le domaine social, elle s'accompagne parfois d'une hausse des inégalités. Dans la plupart des pays développés, les 10 % les plus riches détiennent plus de 50 % du patrimoine national. Les laissés pour compte de la société néo-libérale sont non seulement les immigrés, les travailleurs des industries déclinantes mais aussi les jeunes sans diplôme. Il y a 20 ans, on parlait de poches de pauvreté, aujourd'hui de nouveaux pauvres ou de [quart-monde](#).
- On voit, dès la fin des années 1960, se ralentir les gains de productivité qui étaient associés au travail à la chaîne. Aux Etats-Unis, on fabrique des voitures à cette époque-là, presque comme on en fabriquait au début du 20<sup>ème</sup> s. La révolution vient des usines automobiles Toyota, qui, dans les années 1960, virent que le travail à la chaîne était, en réalité, plus ou moins en panne. Le **Toyotisme** ou Ohnisme (du nom de [Taiichi Ohno](#), ingénieur chez Toyota) est une organisation du travail selon quatre principes :
  - le principe des [flux tendus](#), où l'aval de la production commande l'amont (c'est-à-dire que l'entreprise a toujours les stocks juste nécessaires et assure donc sa production selon les commandes, ce qui permet d'éviter des dépenses inutiles en achetant trop de stocks).
  - l'auto-activation de la production, ce qui a pour conséquence de rendre les

---

<sup>20</sup> Dès 1944, les Américains avaient conçu une usine automatisée pour construire leurs grands bombardiers B-29.

machines et les travailleurs plus qualifiés et plus polyvalents,

- le principe des cinq zéros c'est-à-dire : 0 défaut dans la production en renforçant les contrôles, ; 0 panne dans le processus de production ; 0 papier donc la mise sur un réseau interne de toutes les informations sur les produits ; 0 stock donc la mise en place des flux tendus et d'une production en fonction de la demande ; 0 délai ou *just in time* caractérisant également la production en fonction de la demande.
- le principe de l'« autonomisation » de la production : contraction d'« autonomie » et d'« automatisation »

Le toyotisme se veut un remède au fordisme et au taylorisme, en répondant à l'absence de participation des ouvriers et à la faible qualification du travail par une plus grande polyvalence et un plus grand intérêt du travail, en modifiant le fonctionnement des chaînes de montage, en diversifiant la production pour ainsi satisfaire davantage les consommateurs, en réduisant les défauts de fabrication et en évitant les stocks coûteux.

### 2.3.2. Le changement des mentalités post-1965

La troisième rupture est le fait que les nouvelles générations sortant des universités dans les années 1960 ne se reconnaissent pas dans un type d'organisation qui reste très [paternaliste](#), très hiérarchique, qui est celui de la division du travail qui existe dans les usines fordistes. La critique de [mai 1968](#) qui est une protestation que l'on observe dans tous les pays industrialisés — que ce soit en Allemagne, au Japon, en France, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis — marque ce divorce qui s'est creusé entre les nouvelles générations et cette façon de concevoir l'organisation de la production. De nouvelles valeurs apparaissent. Elles sont notamment centrées autour de l'autonomie, la primauté de la réalisation personnelle, la créativité, la pluridisciplinarité et la valorisation de l'individu impliquant le refus des règles traditionnelles de la société et la remise en cause de l'autorité.

### 2.3.3. La révolution financière

- La quatrième rupture est la **révolution financière** des années 1980. Après la crise de 1929, on peut dire, que les marchés financiers ont été disqualifiés, délégitimés. Leur pouvoir de contrôle des organisations, des entreprises a été affaibli. C'est l'époque où les entreprises se dotent de dirigeants qui rendent très peu de compte à leurs actionnaires.
- Avec la révolution financière des années 1980, qui est associée aux fonds de pension — notamment aux Etats-Unis où l'on va autoriser les fonds de pension à investir dans les actions d'entreprise—, un nouveau pouvoir financier va émerger. Ce qui pouvait apparaître comme un lien, une solidarité entre les dirigeants d'entreprise et leurs employés animés par un même but, va être brisé. Les dirigeants vont être sortis, notamment par le mécanisme des [stock options](#), de la condition salariale qui était la leur auparavant. Aujourd'hui, les patrons des grandes entreprises américaines gagnent en moyenne 200 fois plus que les employés de base. Chaque fois qu'une entreprise est cotée en bourse, son chiffre

d'affaire devient, presque nécessairement, quelques années plus tard, plus volatil qu'il n'était auparavant.

- Progressivement, les différents étages de la société qui étaient représentés dans la société industrielle au sein de la même entreprise, vont être dissociés. On va tout d'abord dissocier, secteur par secteur, les activités des différentes entreprises pour [externaliser](#) les tâches qui ne sont plus indispensables. On va ainsi casser les grands conglomérats<sup>21</sup> qui se sont formés dans les années 1950 et 1960 et, à l'exception de [General Electric](#) qui reste un conglomérat, il ne reste plus aujourd'hui d'entreprises, sinon des entreprises familiales, qui ont plusieurs activités à la fois. Puis ce sont les différents étages de la société — les ouvriers, les ingénieurs qui cohabitaient dans la même entreprise — qui vont être à leur tour dissociés. Les ingénieurs vont être regroupés dans des bureaux d'études ou même créer leur propre entreprise — c'est le cas de Microsoft par exemple, où [Bill Gates](#) a pu créer son entreprise de logiciels en 1975 en dehors de la grande entreprise dominante du secteur, [IBM](#) ; et puis les ouvriers, affectés à des tâches « subalternes » vont voir leurs emplois externalisés. Les usines Renault dans les années 1950, fabriquaient 80 % de la voiture vendue aux clients. N'étaient achetés par les usines Renault que la tôle et les pneus, l'essentiel étant fabriqué par l'usine elle-même, y compris les personnels d'accueil, d'entretien, de cantine qui étaient des salariés des usines Renault. Aujourd'hui, la situation est totalement contraire et seuls 20 % de la voiture vendue sont fabriqués par Renault, tout le reste étant externalisé à des [sous-traitants](#). Les personnels d'accueil, d'entretien, de cantine, n'appartiennent plus à l'entreprise Renault.

#### 2.3.4. La (deuxième) mondialisation

- **Voir aussi le Cours de Géographie sur la Mondialisation...**
- La cinquième rupture, qui va contribuer à faire changer de nature le capitalisme contemporain, est la deuxième mondialisation.
- **La première mondialisation (jusqu'en 1914)** : on pourrait évidemment remonter aux « [Grandes Découvertes](#) » du 16<sup>ème</sup> s., aux [conquistadors](#) et peut-être même bien avant<sup>22</sup> pour comprendre que le monde a toujours été mondialisé. Mais dans une séquence courte, celle du capitalisme, qui par hypothèse n'existe dans son sens moderne qu'à partir de la fin du 18<sup>ème</sup> s., la première mondialisation appartient à un long 19<sup>ème</sup> s. Cette mondialisation est d'une intensité au moins égale à celle que l'on connaît aujourd'hui. La première mondialisation du 19<sup>ème</sup> s. est le véritable moment où la **géographie du monde se « rétrécit »**. Il fallait, au 18<sup>ème</sup> s., une semaine pour envoyer une lettre de Londres à 300 km de la capitale ; il faut, vers la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> s., 24 heures pour qu'une information fasse le tour de la Terre. Les économistes vont

<sup>21</sup> Une entreprise conglomérale possède des activités dans des domaines fort différent et non liés. ex. : [General Electric](#) est un conglomérat. Il est dans une centaine de métiers tels que le BTP, la finance ou l'électricité.

<sup>22</sup> Dans l'Europe préhistorique, des objets précieux (comme l'[ambre](#)) voyageaient sur plus de 6 000 km...

en prendre la mesure en regardant le cours des matières premières. Ainsi la différence du prix du blé à Chicago, à Londres ou à Bombay n'excède pas 10 % en 1913, lorsque s'interrompt cette première mondialisation alors que des écarts considérables existaient encore au début du 19<sup>ème</sup> s. Cela signifie, premièrement, que l'on a l'information à 24 heures sur le prix qui est coté sur une autre place et que, deuxièmement, on est capable d'envoyer la marchandise de l'endroit où elle est bon marché à l'inverse, l'endroit où elle est chère. Le deuxième signe est la **globalisation financière**. En 1913, les exportations d'épargne, d'investissement qui sont faits par la [City](#) de Londres sont bien plus considérables que ceux qu'on observe aujourd'hui. En 1913, la City exporte plus de la moitié de l'épargne britannique outre-mer. Un troisième exemple est la **sécurité des contrats juridiques**. Un des obstacles à la mondialisation aujourd'hui est le fait que les contrats ne sont pas honorés dans les pays émergents comme ils le sont dans les métropoles. Au 19<sup>ème</sup> s., lorsque l'on pense aux Indes (colonie britannique), la sécurité du contrat à [Bombay](#) est la même qu'à Londres. Dernier trait : aujourd'hui, nous parlons beaucoup de l'**immigration** comme d'un phénomène majeur. Le pourcentage de la population mondiale que l'on peut considérer comme immigrée au sens où elle travaille dans un lieu qui n'est pas celui de son origine est de 3 %. Cela représente évidemment beaucoup de monde, mais en pourcentage de la population totale, c'est trois fois moins important qu'en 1913 où 10 % de la population mondiale étaient immigrées, compte-tenu des immenses flux de population européenne vers les Etats-Unis.



[La mondialisation avant 1914](#) (PBS, 2003) [2 min.]

- **La deuxième mondialisation (depuis le début des années 1980) :** les pays riches vont chercher à investir dans les activités qui disposent du plus grand rendement d'échelle<sup>23</sup>, des activités à rayon planétaire. Ce sont les activités qui se concentrent sur l'**immatériel**, c'est à dire les activités de recherche, de développement, de promotion d'une marque, de design. Par exemple, dans le cadre de l'industrie pharmaceutique, le propre des pays riches est d'inventer des médicaments pour la planète. Une fois le médicament inventé, tous les corps de la planète, *a priori*, peuvent être soignés et nous sommes là dans un monde absolu des rendements d'échelle. Mais à l'autre bout de ces activités, les pays riches conservent également des activités de proximité. Si les premières activités immatérielles sont des activités de conception du bien, les pays riches disposent aussi de l'autre versant que sont les activités de prescription. Pour prendre l'exemple de l'industrie pharmaceutique, il y a d'un côté les laboratoires qui inventent des médicaments, et à l'autre bout de la chaîne, se trouvent les médecins qui, bien sûr, prescrivent ces médicaments et soignent les corps. Ce qui disparaît de la chaîne de

<sup>23</sup> Il y a des rendements d'échelle à se spécialiser dans une tâche car on peut acquérir, en se spécialisant, une compétence supérieure à celui qui ne s'est pas spécialisé (car on peut réaliser des investissements primitifs qui vous rendent plus productifs).

valeur, c'est l'activité de fabrication du bien. Dans l'exemple des produits pharmaceutiques, fabriquer les [médicaments génériques](#) ne comporte aucun intérêt. N'importe qui peut le faire et personne ne va se disputer leur fabrication. Ce sont les activités pouvant être externalisées dans des régions pauvres, dans des pays pauvres. Etant pauvres, le pays, la région considérés ne peuvent pas se permettre de s'investir dans plusieurs activités à la fois, d'où des régions spécialisées dans la porcelaine pour certaines, le textile pour d'autres par exemple. Dans ces conditions, les périphéries se retrouvent dans une situation de très grande vulnérabilité. En effet, n'étant pas suffisamment diversifiée dans ses activités, toute périphérie est susceptible d'être menacée par une autre (par exemple l'industrie textile du Bangladesh ou l'industrie électronique mexicaine sont actuellement victimes de la concurrence chinoise). Cette polarisation entre le centre et la périphérie explique certaines tensions qui existent au niveau international.

- Une différence importante entre les mondialisations antérieures et celle d'aujourd'hui, est que justement, avec les moyens de télécommunications actuels — notamment la télévision, Internet — les personnes vivant à distance du centre ne vivent plus à distance dans l'espace. L'un des traits nouveau, inédit, de la mondialisation aujourd'hui est qu'elle diffuse beaucoup plus vite les images de la prospérité que la prospérité elle-même. A distance du centre, nous sommes sans cesse renvoyés à des images d'un monde riche auquel les populations locales ne participent pas (ex. : les très nombreux Algériens pauvres qui regardent la télévision française par satellite). Et la nouveauté de la mondialisation aujourd'hui est qu'elle change l'horizon d'attente des populations et tarde pour un très grand nombre — les plus pauvres, la moitié du monde vivant avec moins de deux dollars par jour — à en diffuser la réalité. C'est ce décalage nouveau, fort, qui explique la frustration qui, en général, accompagne ce terme de mondialisation.

## **2.4. Le fonctionnement du marché mondial des biens culturels et la question de la « mondialisation de la culture »**

### **2.4.1. Le marché mondial des biens culturels**

Selon l'[Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture](#) (UNESCO), les [biens culturels](#) sont des **biens de consommation, véhiculant des idées, des valeurs symboliques et des modes de vie** qui informent ou distraient, contribuant à forger et à diffuser l'identité collective en influençant les pratiques culturelles.

Le poids économique du secteur des [industries culturelles et créatives](#) est estimé à \$1300 milliards et il progresse rapidement. Dès 1996, les ventes internationales des produits culturels (biens + services : films, musiques, programmes de télévision, livres et logiciels) ont représenté le premier secteur d'exportation aux Etats-Unis dépassant les secteurs traditionnels de

l'agriculture, de l'automobile, de l'aérospatiale et de la défense<sup>24</sup>.

On observe une augmentation de la consommation mondiale de biens culturels. Elle passe de \$100 milliards en 1980 à \$390 milliards en 1998. De nouveaux moyens de diffusion, la libéralisation des échanges dans ce domaine et les stratégies des multinationales des médias ont provoqué le développement du marché des biens culturels.

Selon le rapport Echanges internationaux d'une sélection de biens et services culturels 1994-2003 de l'Institut de statistique de l'UNESCO, le commerce international de biens culturels est passé de \$38 à \$60 milliards entre 1994 et 2002. Le Royaume-Uni était en 2002 le premier pays exportateur de biens culturels avec \$8,5 milliards d'exportations, devant les Etats-Unis (\$7,6 milliards) et la République Populaire de Chine (\$5,2 milliards). Les Etats-Unis étaient les principaux importateurs de biens culturels en 2002 (\$15,3 milliards), devant le Royaume-Uni (\$7,8 milliards) et l'Allemagne (\$4,1 milliards).

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) promeut l'ouverture des marchés de biens culturels. Depuis 1994 se met en place, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui étend aux services et aux produits culturels le principe de libéralisation des échanges<sup>25</sup>. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (1994) a pour but d'intégrer les droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur, marques de fabrique ou de commerce, brevets...) dans le système OMC. Ces accords menacent l'exception culturelle<sup>26</sup> (dont la France est un ferme soutien), qui repose sur le principe que les biens et les services culturels, du fait de leur relation à la culture et à l'identité nationale sont d'une nature particulière qui va au-delà des seuls aspects commerciaux : c'est un refus de la « marchandisation »<sup>27</sup> de la culture et de l'impérialisme culturel américain<sup>28</sup>, au nom de la diversité culturelle. Durant les négociations de l'AGCS, l'exception culturelle s'est traduite par une absence d'offre de libéralisation des services dans certains secteurs culturels (cinéma, radio, télévision, bibliothèques, archives ou musées) de la part de la Communauté européenne. La plupart des membres de l'OMC ont suivi la position de la Communauté européenne, alors devenue Union européenne, et seulement 14 pays ont contracté des engagements dans le secteur de l'audiovisuel<sup>29</sup>.

#### **2.4.2. La mondialisation de la culture ?**

En 1956, est mis en place le premier câble téléphonique transatlantique, en 1962 a lieu la première liaison intercontinentale par satellite, en 1986, Internet est ouvert au public. Dès 1969, le pas du premier homme sur la Lune est observé par 700 millions de téléspectateurs dans le monde.

Le fameux sociologue canadien Marshall McLuhan († 1980), spécialiste des

24 <[http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html\\_fr/question3.shtml#3](http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question3.shtml#3)>

25 Certaines communes se sont déclarées « Zone hors AGCS ».

26 Concept de droit international, qui vise à faire de la culture une exception dans les traités internationaux. Ces dispositions ont pour but de spécifier que ce n'est pas le marché qui doit réguler la culture, mais que ce sont plutôt les États qui sont souverains et fondés à soutenir et promouvoir leurs propres artistes, véhicules et porte-paroles de leur culture.

27 Terme polémique qui concerne l'extension supposée des domaines de ce qu'on peut acheter et vendre sur les marchés. Le processus consisterait à transformer tous les échanges non marchands (santé, culture...) en marchandise classique.

28 L'impérialisme culturel est la domination d'une culture par une autre.

29 <[http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html\\_fr/question17.shtml#17](http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question17.shtml#17)>



médias, est à l'origine, dès 1962 <sup>30</sup>, de l'expression « **village planétaire** » ([Global Village](#)), c'est-à-dire la constitution d'un réseau mondial de communication réunissant tous les hommes. Pour lui également, les moyens de communication modernes audio-visuels remettent en cause la suprématie de l'écrit. Ces théories<sup>31</sup> furent sujettes à polémiques.



[McLuhan, Marshall](#), « [World is a global village](#) », 18 mai 1960

Mais l'ensemble du monde ne participe pas de façon égale à ce réseau de communication : la carte des flux des biens culturels est également le reflet de l'inégal développement. Ainsi en 1998, la consommation de biens culturels dans les pays en développement représentait \$100 milliards et \$290 milliards dans les pays développés. Trois pays - Royaume-Uni, Etats-Unis et Chine - représentaient 40 % du commerce mondial des biens culturels en 2002. L'Amérique latine et les Caraïbes n'ont représenté que 3 % du commerce international de biens culturels en 2002, à peine un point de plus qu'en 1992. L'Océanie et l'Afrique n'ont pas enregistré de progrès, totalisant ensemble un peu moins d'un pour cent en 2002.

Les capacités de diffusion des Etats-Unis peuvent faire craindre un processus d'uniformisation culturelle sur un modèle américain. L'industrie cinématographique américaine a produit 648 films en 2002. Près de 3/4 des images projetées sur les petits et les grands écrans de la planète proviennent des Etats-Unis. Alors que dans les années 1980, Hollywood dégageait 30 % de ses recettes des marchés internationaux, elle en obtient aujourd'hui plus de la moitié. Il ne faut donc pas s'étonner si le film *Titanic* a battu tous les records de recettes après son exportation en République populaire de Chine qui compte le plus grand nombre de salles de cinéma au monde (140 000 contre 25 000 aux Etats-Unis), ou encore si le déficit commercial entre les Etats-Unis et l'Europe dans le secteur de l'audiovisuel a été multiplié presque par deux entre 1993 et 1998, passant de \$3,5 milliards à \$6 milliards. Alors que son taux propre de production n'est que 42 titres, le continent africain apparaît comme étant, proportionnellement, le plus grand importateur de films américains. Par ailleurs, ceux-ci constituent 95 % des importations culturelles du Chili et du Costa Rica ([source](#)).

Mais des politiques sont menées dans différentes parties du monde pour limiter la diffusion de produits culturels américains (ex. : politiques de quotas en France et au Canada. Depuis 1994, des quotas sont imposés aux radios françaises quant à la diffusion des titres francophones). Enfin, les Etats-Unis ne sont pas les seuls producteurs de biens culturels dans le monde. Par exemple, l'industrie cinématographique indienne ([Bollywood](#)) a produit 800 films en 2002.



Un [extrait de film](#) ([Devdas](#), 2002) de [Bollywood](#). Un exemple de film indien mais produit pour le public international.

<sup>30</sup> Dans son ouvrage : [The Gutenberg Galaxy. The Making of Typographic Man](#), 1962.

<sup>31</sup> [Playboy Magazine](#), March 1969, « [The Playboy Interview: Marshall McLuhan](#) » : un exemple remarquable des idées de McLuhan mais aussi de la contre-culture des années 1960.

## **Conclusion**

La mutation amorcée depuis 1945 est l'une des plus rapides de l'Histoire de l'Humanité. Mais actuellement, elle accentue les inégalités de développement. Cependant, les effets à long terme de la mondialisation et de l'essor des technologies nouvelles ne doivent pas être regardés uniquement de manière négative.